

COMMUNE DE CINQUEUX

Compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 14 Septembre 2012

L'an deux mil douze, le quatorze septembre à vingt heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie sous la présidence de Monsieur Bernard FRICKER, Maire.

Etaient présents : MM. Bernard FRICKER, Marcel NOWINSKI, Didier BACOT, Yves LE GRANVALET, Mme Thérèse DELHAYE, M. Bernard VANDENBERGHE, Mme Roselyne GOËNSE, M. Jacky DELFOSSE, Daniel PATROLIN, et Mme Maryvonne LAVAIRE.

Etaient excusés avec pouvoir : M. Raymond LELEU (pouvoir à M. Marcel NOWINSKI), Mme Martine BONTEMPS (pouvoir à Mme Roselyne GOËNSE), M. Thierry FAGARD (pouvoir à M. Yves LE GRANVALET), M. Bernard LESSERTISSEUR (pouvoir à M. Jacky DELFOSSE), M. René LAVAIRE (pouvoir à Mme Maryvonne LAVAIRE).

Absents : MM. Thierry DENEUVE et Gérald TACHENON.

Secrétaire de séance : M. Didier BACOT.

Approbation du Procès verbal des séances du 22 juin et du 11 juillet 2012.

Les comptes-rendus des séances du 22 juin 2012 et du 11 juillet 2012 sont approuvés et signés des membres présents.

Monsieur le Maire donne lecture de l'ordre du jour de la présente séance et demande l'ajout d'un point à l'ordre du jour :

- En point 14 : Terrains Vacants – Autorisation de lancer la procédure.

Adopté à l'unanimité.

1-SITTEUR (Syndicat intercommunal de Traitement et Transport des Eaux Usées de la Région de Pont Ste Maxence) Approbation des nouveaux statuts et désignation de deux suppléants.

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement l'article L.5211-20,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 09 décembre 1982 portant sur la création du SITTEUR et de ses statuts,

Vu la délibération du Comité Syndical du SITTEUR n° 28/06/2012-1 en date du 28 juin 2012 décidant de la modification des statuts et la délibération n°28/06/2012-2 du 28 juin 2012 approuvant le règlement intérieur,

Considérant que conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, les communes adhérentes ont trois mois pour se prononcer,

Oùï l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'approuver la modification des statuts et du règlement intérieur du SITTEUR (annexés à la délibération).

Monsieur le Maire fait part de la requête du SITTEUR, qui pour alléger les charges des délégués titulaires demande que chaque commune désigne deux délégués suppléants.

Monsieur le Maire fait appel aux candidatures et fait procéder à l'élection.

Se présentent : MM. Bernard VANDENBERGHE et Didier BACOT.

Ils obtiennent tout deux l'unanimité.

Messieurs Bernard VANDENBERGHE et Didier BACOT sont élus délégués Suppléants.

2-Concours du Receveur Municipal – Attribution d'indemnité.

Monsieur le Maire explique que la délibération prise en date du 22 juin 2012 ne s'applique que pour une année, aussi afin de ne pas répéter cette opération tout les ans, il propose sur avis du receveur, de délibérer pour la durée du mandat actuel.

Vu l'article 97 de la Loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,
Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,
Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- de demander le concours du Receveur Municipal pour assurer des prestations de conseil ;
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100% par an.
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Madame Brigitte SANANIKONE ;
- de lui accorder également l'indemnité de confection des documents budgétaires.

3-Barrières chemins ruraux.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur VANDENBERGHE qui fait part de l'estimatif des fournitures, (réalisé par Monsieur PATROLIN) pour la réalisation des barrières par le biais des services techniques communaux.

Un débat s'instaure quant à la gestion des clés.

Monsieur BACOT souligne que si le chemin n'est pas fermé côté commune riveraine, cela ne servira pas à grand-chose, de plus si des fossés ne sont pas réalisés au niveau de ces barrières, il sera toujours possible de passer sur la propriété voisine.

Monsieur le Maire souligne que la commune de Rosoy est très satisfaite des barrières apposées sur son territoire et demande aux membres du conseil de se prononcer sur le principe.

Vu l'exposé de Monsieur le Maire,

Considérant les cas de décharges sauvages de plus en plus fréquentes,

Considérant le passage répété de véhicule formant des ornières,

Les membres du Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décident à la majorité (M. BACOT s'abstient) la pose de barrières aux entrées des chemins ruraux sur le territoire de la commune.

4-Permis de Construire 2ème tranche Pôle Enfance

Monsieur le Maire fait part de la réunion avec le cabinet d'architecte. Des remarques sont apportées.

Où l'exposé de Monsieur le Maire de l'entretien avec le cabinet d'architectes et la présentation du dossier. Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, les conseillers municipaux, à l'unanimité, autorisent Monsieur le Maire à déposer et à signer le permis de construire pour la deuxième tranche du pôle enfance si accord sur la finalité.

Monsieur le Maire précise qu'il faudra au pis, encore cinq mois d'attente.

5- Voie d'accès au périscolaire (étude de réalisation)

Monsieur le Maire informe qu'avant de commencer le périscolaire, il est important de refaire l'accès de la rue de Pont Ste Maxence au terrain de tennis.

Il refait l'historique de la demande de subvention repoussée sur la 3^{ème} tranche.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal la désignation d'un maître d'œuvre.

Monsieur NOWINSKI rappelle que cette étude a déjà été faite par Monsieur MATHIAS, architecte.

Monsieur le Maire lui répond qu'il ne souhaite plus Monsieur MATIAS, suite à l'affaire BRICAUST.

Monsieur LE GRANVALET demande quels travaux a entrepris M. MATHIAS, si la commune a déjà payé quelque chose ?

Monsieur NOWINSKI répond que rien n'a été réglé à Monsieur MATHIAS.

Monsieur le Maire propose de faire appel au Cabinet BECD, qui a fait les travaux du centre bourg et plus récemment, les travaux d'enfouissement de réseaux rue petite croix.

Monsieur LE GRANVALET demande quel est le livrable de cette étude, et demande, un devis pour pouvoir se prononcer.

Le Conseil Municipal décide de ne pas se prononcer et demande à L'entreprise BECD de fournir un devis.

6- Marché travaux changement des menuiseries sur plusieurs bâtiments communaux-Désignation de l'attributaire.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur Yves LE GRANVALET, porte parole du groupe de travail qui a étudié les offres.

Sur 11 entreprises intéressées, 3 ont répondu et sont éligibles.
 SBP (Société Beauvaisienne de PVC) de Saint Just en Chaussée
 MAW (Menuiseries Aluminium Willot) de Venette
 PVC Système de Pontault Combault

Monsieur LE GRANVALET fait une présentation détaillée, par diaporama, des 3 offres reçues, il rappelle qu'il s'agit d'un Marché passé en procédure adaptée.

	Analyse des Prix			Analyse valeur technique		Analyse Délais exécution		SYNTHESE	
	Prix TTC	Total pts acquis	Classement	Total pts acquis	Classement	Total pts acquis	Classement	Total pts acquis	Classement
SBP	50 090,22 €	14	2	15	3	10	1	39	1
MAW	61 004,84 €	9	3	11,5	2	5	2	25,5	3
PVC Système	47 732,36 €	15	1	15,3	1	7	3	37,3	2

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide à l'unanimité de confier les travaux du présent marché à la Société SBP de Saint Just en Chaussée, et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les documents s'y réfèrent.

7- Convention OPAC (Office Public d'Aménagement et de Construction)-Aménagement "Les Eraines".

Monsieur le Maire fait part de la réunion avec l'OPAC et le corps médical quant au projet de maison médicalisée, auquel vient se greffer le projet d'une micro-crèche.

Il explique qu'un organisme public est moins cher qu'un organisme privé.

Un large débat s'instaure.

La micro-crèche soulève les interrogations de certains quant à la réalisation et la pérennisation. Les questions se posent sur le devenir si le projet s'écroule.

Les gérants de la micro-crèche sont d'accord pour la création de logement en étage. L'implantation se ferait côté parking et non pas accolée au groupe scolaire et périscolaire.

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit là d'un programme assez vaste et à très long terme (5 ans minimum).

Madame GOËNSE souligne que l'étude permet d'implanter la maison médicale sans évolution future.

Elle précise qu'il ne faut pas vis-à-vis des anciens propriétaires, que la commune fasse trop de bénéfice par rapport au prix d'achat des terrains, et qu'il faut que les choses soient claires dans le contrat sur le coût de l'aménagement.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agit là d'une étude globale et dans un premier temps seront implantées la maison médicale et la micro-crèche.

Cette étude ne donne aucun droit par la suite et reste propriété de la commune.

Monsieur VANDENBERGHE précise que le Plan Local d'Urbanisme actuellement en étude, est parfaitement en phase avec le SCOTT.

Monsieur le Maire expose :

La commune de CINQUEUX souhaite réfléchir à l'ouverture à l'urbanisation d'une zone située au cœur de ville à proximité de la mairie des commerces et des écoles.

L'équipe municipale vise par le biais de ce projet d'aménagement à favoriser la mixité, à maîtriser le maintien de sa population et l'accueil de nouveaux résidents, à relocaliser des services à la personne et éventuellement à en développer de nouveaux tout en préservant une bonne qualité de vie. Le conseil municipal souhaite notamment que la réflexion prenne en compte l'intégration d'une maison de santé pluri professionnelle comme élément de programme.

L'analyse portera sur les conditions d'ouverture à l'urbanisation de la zone d'étude, sur les modalités d'insertion d'une opération d'aménagement dans son environnement ainsi que sur la faisabilité économique et technique de celle-ci.

Pour ce faire, le conseil municipal souhaite être assisté d'un mandataire afin d'animer le suivi des études préalables et être conseillé sur la traduction réglementaire et opérationnelle du projet d'aménagement résultant des études.

A cette fin, la commune de CINQUEUX a décidé de mener une réflexion dans le cadre d'un contrat de mandat avec l'OPAC de l'Oise comprenant:

- Une analyse du site : urbaine, paysagère, environnementale, architecturale et technique,
- La détermination des enjeux,
- L'élaboration d'un schéma d'aménagement répondant à la programmation urbaine définie,
- Une estimation des travaux d'aménagement de l'esquisse d'aménagement validée par le conseil municipal,
- Des propositions de solutions opérationnelles et de traduction réglementaire.
- Un levé topographique,
- Une étude des sols.

Le Conseil Municipal

- Oui l'exposé de Monsieur le Maire,
- Vu le projet de contrat de mandat,

Après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

Article 1er : De confier à l'OPAC de l'Oise le suivi des études préalables pour un budget prévisionnel d'un montant de 35.000 €H.T.

Article 2 : De rémunérer à hauteur d'un montant forfaitaire de 4 000 € H.T l'OPAC de l'Oise pour les missions suivantes :

Passation des marchés liés aux études exposées ci-dessus, selon les règles en vigueur en matière de marchés publics, assistance et conseil lors des choix à effectuer au cours des études.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à la mission de l'OPAC de l'Oise.

8- Renouveau de la convention avec l'APSLO (Association Professionnelle Sports et Loisirs Oise) pour l'éducation physique et sportive scolaire 2012/2013.

Monsieur le Maire expose les conditions de rémunération du professeur d'éducation physique et sportive de l'école, Monsieur Laurent RACINE, qui est employé par l'intermédiaire de l'APSLO.

La nouvelle condition de mise à disposition de personnel est établie pour la période du 05 septembre 2012 au 02 juillet 2013. Ces conditions maintiennent les quatre heures par semaine en intégrant le temps de préparation, pour un coût hebdomadaire de 188,68 euros

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le maire à signer la nouvelle convention de mise à disposition de personnel pour l'année 2012/2013.

9- Demande de subvention ADEME pour l'éclairage public.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur VANDENBERGHE qui explique que l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) subventionne les communes de moins de 2000 habitants pour la rénovation de l'éclairage public. Cette subvention n'est attribuée qu'une seule fois pour 50 lanternes.

Un large débat s'installe.

Certains membres du conseil se posent la question sur l'efficacité des lampes LED

Monsieur NOWINSKI rappelle qu'il avait anticipé au 1^{er} trimestre. Il expose qu'une lampe LED dure 6 ans si elle fonctionne toute la nuit, contre 8 ans si coupure.

Monsieur LE GRANVALET souligne que le Grenelle de l'environnement imposera des lampes LED d'ici trois ans.

Monsieur le Maire souligne que la demande de subvention doit être déposée avant le 21 septembre 2012

Madame DELHAYE demande quels sont les villages éclairés en LED aux alentours ?

Sur proposition de Monsieur le Maire, après un large débat sur la durée de vie des lanternes, des ampoules, les économies d'énergie et budgétaires réalisées, les différents calculs effectués, les membres du conseil, par 8 voix contre, 6 abstentions et une voix pour, décident de ne pas donner suite à cette demande de subvention.

10-SICAE – Travaux de remplacement d’une partie de l’éclairage public.

Point reporté à une prochaine séance.

11-Autorisation donnée au Maire d’ester en justice et choix de l’avocat pour l’affaire Durant-Grimault.

Monsieur le Maire fait part aux conseillers municipaux de l’analyse de la situation actuelle. Infraction aux dispositions du plan d’occupation des sols, exécution de travaux non autorisés par un permis de construire sur la parcelle B543 lieu-dit “Les Grésilliers”.

Monsieur le Maire demande au conseil l’accord d’ester en justice.

Sur proposition de Monsieur le maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité :

- Autorise le Maire à ester en justice dans le dossier GRIMAUTL.
- Donne son accord pour le choix de l’avocat : Maître Bénédicte MEUNIER de Compiègne

12-Acquisition de terrains lieu-dit “Les Rauloirs”

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur VANDENBERGHE qui rappelle que pour le passage du réseau assainissement il est nécessaire d’acquérir les parcelles traversées. Trois propriétaires viennent de donner leur accord.

Il donne aux membres du conseil la liste des parcelles cadastrées section D et AC, lieu dit “Les Rauloirs” que la commune peut acquérir, par acte administratif :

Propriétaire	Section	N° de parcelle	Surface en m²	Prix/m2	Total en €
Consorts DRUELLE	D	1165	51	0,65	33,15
RUSSO	AC	758	23	0,65	14,95
		761	14	0,65	9,10
		763	16	0,65	10,40
		764	166	0,65	107,90
M. Mme BONIN Louis	AC	766	15	0,65	9,75
		767	59	0,65	38,35
TOTAL			344m²		223,60€

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité, autorise Monsieur le Maire à acheter les parcelles désignées ci-dessus, précise que la vente se fera par acte administratif et désigne Monsieur Raymond LELEU, 1er Adjoint au Maire, pour représenter la commune.

13-Emprises de trottoirs rue des Dames.

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur VANDENBERGHE qui explique que, rue des Dames quatre emprises sont nécessaires pour régulariser les trottoirs.

Section AC, lieu-dit “le Village Est” l’achat des parcelles peut être fait. Il s’agit des parcelles :

Propriétaire	Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Surface en m²	Total en €
DUCHEMIN	Le village Centre	AC	774	20	1,00
			776	14	1,00
Consorts ROCQ	Le Village Centre	AC	780	4	1,00
YAKIN Kaan	Le village Centre	AC	778	20	1.00

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité, autorise Monsieur le Maire à acheter les dites parcelles comme désigné ci-dessus, précise que la vente se fera par acte administratif et désigne Monsieur Raymond LELEU, 1er Adjoint au Maire, pour représenter la commune.

14- Terrains Vacants

Monsieur le Maire donne la parole à Monsieur VANDENBERGHE qui explique que la commune peut se rendre acquéreur des terrains vacants cadastrés lieu-dit “Les Eraines” Section AC n°241 ; lieu-dit “Les Montilles” Section A n°289 et 328 ; Lieu-dit “Catiau” Section C n° 663 et lieu dit “Fosses Midi” Section AD n° 140.

Sur proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire ou son représentant à lancer la procédure, et à signer tous documents relatifs aux actes nécessaires.

Questions diverses.

- Monsieur le Maire fait part de l'invitation pour l'installation des nouveaux prêtres le 16 septembre prochain en l'église de Pont Sainte Maxence.
- Monsieur le Maire fait part de la dissolution officielle du club Soleil d'Automne et de la remise en mairie par la présidente, des documents et livres de compte. Il précise que le reste de caisse a été remis, en don, à la bibliothèque municipale, et que les jeux, vaisselle et autres ont été distribués aux écoles, au périscolaire, à la mairie....
- Monsieur le Maire, en vue de la brocante, lance un avis de recherche sur le topomètre de la commune et l'échelle de toit des pompiers, qui restent introuvables.
- Monsieur le Maire, remercie le secrétariat, les services techniques et tous ceux qui ont contribué au succès du repas républicain.

Il donne lecture de la lettre de félicitations adressée par Madame LAINÉ, et confirme que cette opération est à la demande générale, à renouveler.

- Monsieur le Maire fait part des remerciements des associations Coyotes Country Club, Gymnastique Volontaire et Amitiés et Loisirs, pour la subvention 2012 qui leur a été octroyée.
- Monsieur le Maire informe les membres du conseil qu'il a reçu une lettre anonyme quant à l'absentéisme de certains conseillers municipaux.
- Monsieur le Maire informe les élus que le rapport 2011 du Syndicat Mixte de la Vallée de l'Oise est consultable au secrétariat.
- Monsieur DELFOSSE souligne l'absence du panneau d'affichage rue de la saune.
Monsieur le Maire lui répond que les panneaux pour la rue de la saune, le cimetière et le DAB ont été commandés.
- Madame DELHAYE attire l'attention de tous sur le nettoyage de la mairie.
Monsieur le Maire et Monsieur BACOT vont convoquer l'entreprise de nettoyage.
- Monsieur PATROLIN demande que d'autres formations pour le défibrillateur soient programmées après 18h.00.

L'ordre du Jour étant épuisé, la séance est levée à vingt trois heures trente.

Le Maire.